



Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Libertés Publiques et des Collectivités Locales
Bureau du droit de l'environnement
n° 2014164-0001

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE
POUR L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE SURFACE DU STOCKAGE DE GAZ
NATUREL D'IZAUTE ET SES INSTALLATIONS CONNEXES
Société TRANSPORTS INFRASTRUCTURES GAZ FRANCE (TIGF)**

Le Préfet du GERS

- VU** le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 512-7 et R. 512-31 ;
- VU** l'article L. 515-15 du code de l'environnement sur les plans de préventions des risques technologiques (PPRT) ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les stockages souterrains de gaz, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 mai 2012 prescrivant l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques autour des installations exploitées par TIGF sur les communes de Laujuzan et Caupenne d'Armagnac ;
- VU** le décret d'autorisation d'exploiter un stockage souterrain de gaz naturel de 3 milliards de mètres cube signé le 23 octobre 1990 et prolongé pour 25 ans par décret du 12 décembre 2006 ;
- VU** l'arrêté préfectoral interdépartemental de prescriptions pour le suivi des stockages souterrains de gaz de Lussagnet et Izaute exploités par TIGF daté du 12 août 2009 ;
- VU** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003

- VU le courrier adressé par TIGF le 3 août 2011 relatif à la déclaration d'antériorité vis-à-vis des rubriques 253, 1432, 2920 et 1410 et complétant le récépissé de déclaration délivré le 06 avril 2010 ;
- VU l'étude des dangers du site de TIGF de 2007 complétée, puis révisée en 2012 et 2013 (version finalisée de novembre 2013) et le plan d'actions transmis de TIGF transmis par courrier du 31 mars 2014 ;
- VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 22 janvier 2013 faisant suite à l'inspection du site réalisée le 22 octobre 2012 ;
- VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 9 mai 2014 ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 22/05/2014 ;

CONSIDÉRANT que l'article R.515-41 du code de l'environnement prévoit qu'il peut être tenu compte des mesures prescrites dans le cadre de l'élaboration d'un PPRT dans un délai de réalisation inférieur à 5 ans pour la délimitation des périmètres, zones et secteurs et pour la définition des mesures qui y sont applicables.

CONSIDÉRANT que l'examen de l'étude des dangers du site et les constats établis lors de l'inspection du site réalisée en 2012 conduisent à identifier plusieurs installations pour lesquelles la démarche d'amélioration de la sécurité doit être poursuivie ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas formulé, dans le délai qui lui était imparti, d'observation particulière sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gers,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE

La société Transport et Infrastructures Gaz France (TIGF), dont le siège social est situé 49, avenue Dufau, BP 522, 64010 PAU Cedex, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire des communes de Laujuzan et de Caupenne d'Armagnac, des installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Cluster et puits associés
Laujuzan	B 1065, B 1068, B 1070	IZA 8, 16, 20 (centre d'Izaute)
Laujuzan	A 930, A 1017	IZA 14, 15
Laujuzan	B 782, B 786, B 1005, B 1006, B 1007	IZA 6bis, 19, 101
Laujuzan	B 972	IZA 7, 18, 202
Laujuzan	B 959	IZA 9
Laujuzan	B 987	IZA 103
Laujuzan	B 860	IZA 203
Laujuzan	AT 1001	IZA 5
Caupenne d'Armagnac	AT 168, AT 171, AT 172	IZA 11, 21, 201
Caupenne d'Armagnac	AR 117	IZA 10, 17
Caupenne d'Armagnac	AS 28, AS 29	IZA 12
Caupenne d'Armagnac	AR 84, AR 119	IZA 102

Les installations sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 : NATURE DES INSTALLATIONS

Rubrique de la nomenclature	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime de classement
1410	Gaz inflammables (fabrication industrielle de) par distillation, pyrogénisation, etc., désulfuration de gaz inflammables à l'exclusion de la production de méthane par traitement des effluents urbains ou des déchets et des gaz visés explicitement par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. inférieure à 50 t	3,2 tonnes	A (autorisation)

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Le stockage d'Izaute comporte un ensemble de puits qui se répartissent de la manière suivante :

- des puits d'injection et de soutirage
- des puits de surveillance de la pression du gaz
- des puits de surveillance de l'extension de la bulle de gaz et de la qualité de l'eau en contact avec le gaz
- des puits de surveillance de l'étanchéité de la couverture
- des puits de surveillance de l'interface eau-gaz
- des puits de suivi des niveaux inférieurs à l'âge Yprésien et Dano Paléocène.

Les puits producteurs/injecteurs de gaz sont reliés au centre d'Izaute par un réseau de collectes dont le diamètre varie de 6" à 16".

Les installations de surface du centre d'Izaute comprennent :

- des puits servant à la production de gaz
- un puits de contrôle de l'Yprésien
- un séparateur horizontal qui permet de séparer le gaz soutiré de l'eau liquide
- deux équipements de lancement de pistons de raclage (gare racleurs) associés aux deux canalisations de transport de diamètre DN600 (24") qui relient le stockage d'Izaute aux installations du centre de Lussagnet
- deux dispositifs de comptage de gaz 14" dédiées aux canalisations de transport précitée
- un bassin recevant les eaux de purge du centre de regroupement, un local renfermant l'automate de sécurité et les fonctions électriques
- une compression d'air assurant l'alimentation en air instrument
- le réseau d'évent permettant de réaliser des opérations ponctuelles de purge du système et une décompression d'urgence
- le réseau de drainage des effluents
- une cuve de fioul un bassin pouvant servir de réserve incendie.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS GENERALES

5.1 : Porter à connaissance

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

5.2 : Mise à jour de l'étude de dangers

L'exploitant réexamine et si nécessaire met à jour son étude des dangers au moins tous les cinq ans. Compte tenu de la date de remise à jour de la dernière mise à jour de son étude complétée, le prochain réexamen est à réaliser **avant le 31/12/2018**.

L'étude mise à jour sera transmise au Préfet en 3 exemplaires. Elle tiendra compte des textes en vigueur et prendra en compte l'ensemble de l'établissement dont les installations connexes.

5.3 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection de l'environnement.

5.4. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Seules les personnes étrangères à l'établissement habilitées par l'exploitant ont accès aux installations.

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée par des rondes quotidiennes de sécurité et un contrôle des entrées-sorties est assuré par l'exploitant pour les entreprises intervenantes.

5.5. Politique de prévention des accidents majeurs

L'exploitant définit les objectifs, les orientations et les moyens pour l'application de la politique de prévention.

L'exploitant assure l'information de son personnel sur la politique de prévention des accidents majeurs et la formation de chacun des agents pour la mise en œuvre de cette politique. Il veille à tout moment à son application et met en place des dispositions pour le contrôle de cette application.

5.6. Système de gestion de la sécurité

L'exploitant définit et met en œuvre un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs.

Le système de gestion de la sécurité est défini conformément aux dispositions mentionnées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003. L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité. Il veille à son bon fonctionnement. Il tient à la disposition du préfet et de l'inspection de l'environnement les bilans mentionnés au point 6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003. Il transmet chaque année au préfet et à l'inspection de l'environnement une note synthétique présentant les résultats de l'analyse définie au point 7.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003.

5.7. Information des installations au voisinage

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers. Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

5.8. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

5.9. Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 5.8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

5.10. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

5.11. Systèmes de détection et extinction automatiques

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensé selon les dispositions de l'article 5.8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire et listé dans l'Etude de Dangers, dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur.

Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

5.12. Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

5.13. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 5.8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Une ronde est réalisée à minima à l'issue de la période de travaux afin de prévenir tout incident.

La procédure et les modes opératoires associés aux phases de travaux sont intégrés au système de gestion de la sécurité évoqué au point 5.6.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière

relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Sur le site, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

5.14. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

5.15. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et mises à disposition du personnel et des Entreprises Intervenantes concernées.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque (hors permis de feu, cf. 5.12), notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, gaz),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection de l'environnement en cas d'accident.

5.16. Conditions d'exploitation

Les installations classées et leurs équipements connexes présents sur le centre de regroupement sont exploités conformément aux plans et aux données techniques figurant dans l'étude des dangers révisée (version finale de décembre 2013).

5.17. Règles parasismiques

Les dispositions des articles 9 à 15 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sont rendues applicables, **dans les mêmes délais que ceux dudit arrêté**, à l'ensemble des installations visées par l'étude des dangers datée révisée.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS D'URGENCE

6.1. Intervention des services de secours

Le centre d'Izaute dispose en permanence de deux accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

6.2. Plan d'opération interne

L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du Plan d'Opération Interne (POI) établi en application de l'article R. 512-29 du code de l'environnement.

Ce plan est par ailleurs testé au moins tous les trois ans.

Il est transmis pour avis au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

6.3. Information préventive des populations pouvant être affectées par un accident majeur

En liaison avec le Préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquettes d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) et aux populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations.

- Le contenu de l'information préventive concernant les situations envisageables d'accident majeur, est fixé en concertation avec les services de la Protection Civile et l'inspection des installations classées ; il comporte au minimum les points suivants:
 - le nom de l'exploitant et l'adresse du site,
 - l'identification, par sa fonction, de l'autorité, au sein de l'entreprise, fournissant les informations.
- l'indication des règlements de sécurité et des études réalisées,
- la présentation simple de l'activité exercée sur le site,
- les dénominations et caractéristiques des substances et préparations à l'origine des risques d'accident majeur,
- la description des risques d'accident majeur y compris les effets potentiels sur les personnes et l'environnement,
- l'alerte des populations et la circulation des informations de cette population en cas d'accident majeur.
- les comportements à adopter en cas d'un accident majeur

L'information préventive des populations des communes de Laujuzan et Caupenne d'Armagnac est à mettre en place d'ici le **30/09/2014**.

6.4. Alerte des populations

L'exploitant met en place d'ici le **31/12/2014** les moyens pour alerter efficacement la population dans les zones couvertes par les scénarios PPI identifiés dans son étude de dangers révisée. Ces moyens comprendront à minima une sirène capable de résister aux aléas technologiques.

ARTICLE 7 : MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

7.1. Mesures générales

Les mesures de maîtrise des risques définies ci-après et les opérations de maintenance qui s'y rapportent sont intégrées au système de gestion de la sécurité. Ces mesures sont contrôlées périodiquement, maintenues au niveau de fiabilité décrit dans l'étude des dangers et en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou d'un élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place des mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Les mesures de maîtrise des risques comprennent à minima :

- le système de décompression d'urgence totale du centre d'Izaute en quelques minutes sur commande à distance et la décompression d'urgence totale des clusters isolés en manuel,
- la détection sonore de fuite de gaz et la détection de pression basse (PSL) sur les clusters engendrant la fermeture des vannes de sécurité sur les clusters et la mise en sécurité des installations,
- la détection sonore de fuite de gaz sur le centre engendrant une alarme puis une action d'un opérateur de conduite qui déclenche la mise en sécurité du centre (arrêt d'urgence voir décompression d'urgence)
- la détection de pression basse (PYSL) ou chute de pression sur les collectes engendrant la fermeture de vannes de sécurité et la mise en sécurité des installations.
- les clôtures sur tous les périmètres des clusters et du centre,
- les brides de type RTJ de grande intégrité sur les tuyauteries aériennes
- le réseau de vidéosurveillance à l'intérieur du centre Izaute, retransmis en salle de contrôle, où à minima une personne est présente jour et nuit.
- la mise en œuvre d'une décompression sur les collectes et installations connexes avant toute opération de travaux sur puits.

7.2. Mesures portant sur les tuyauteries, collectes, têtes de puits

L'exploitant met en œuvre les moyens tant matériels qu'humains permettant de respecter les dispositions suivantes :

- les têtes de puits et les parties aériennes des tuyauteries sont protégées des effets dominos thermiques consécutifs à des brèches 50 mm sur piquages **d'ici le 31/12/2015**, les documents d'enregistrement associés à la modification des piquages concernés sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement ;
- les tuyauteries enterrées sont protégées d'agressions mécaniques par des tiers à hauteur d'une agression conventionnelle d'une pelle de 32 tonnes, en regard des aléas identifiés dans le cadre du PPRT, **d'ici le 31/12/2018**, les documents d'enregistrement associés à la pose du linéaire de dalle (localisation, profondeur, matériaux utilisés, etc.) sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement ;
- les installations sont construites dans des nuances d'aciers compatibles avec les températures des fluides transportées ou, dans certains cas, des installations de réchauffage permettent de rendre compatible la température du gaz avec les caractéristiques mécaniques des canalisations ;
- les tuyauteries doivent être équipées de protection cathodique, de mesures électriques de surface ou toutes autres mesures équivalentes. Les tuyauteries enterrées du centre d'Izaute non actuellement équipées de protection cathodique font l'objet de mesures permettant la prévention du défaut métallurgique **d'ici le 31/12/2016**. Les dites mesures doivent par ailleurs satisfaire aux conditions énoncées au présent article ;
- les tuyauteries font l'objet d'un plan d'inspection compatible d'une part avec l'exigence de détection de point de corrosion inférieur à 5mm sur les tuyauteries aériennes et d'autre part avec les exigences du guide GESIP applicable aux plans de surveillance et de maintenance des canalisations de transport reconnu par décision BSEI n° 09-104 du 2 juillet 2009 ou avec celles des guides applicables aux équipements sous pression, en l'occurrence le guide UFIP-UIC DT 84 approuvé par la décision BSEI n° 06-194 du 26 juin 2006 ou le guide professionnel d'établissement de plans d'inspection de Gaz de France approuvé par la décision DM-T/P n° 33058 du 9 juillet 2004 ;
- les tuyauteries sont dimensionnées au séisme conformément à l'Eurocode 8 ou au guide AFPS 15 complément n°20, lorsqu'elles sont enterrées, et aux exigences en vigueur lorsqu'elles sont aériennes ;
- les tuyauteries et les têtes de puits sont protégées mécaniquement contre les agressions de véhicules **d'ici le 31/12/2017**. Les documents d'enregistrement associés à la pose des équipements de protection sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

En exploitation, l'emplacement et le trajet des tuyauteries aériennes, quels que soient la pression maximale admissible et le diamètre, figurent sur des plans à jour, disponibles en permanence sur site, afin de faciliter l'entretien, le contrôle et les opérations de maintenance en toute sécurité. La création de nouveaux piquages est analysée dans le cadre de la gestion des modifications afin que ceux-ci soient installés de façon à ne pas être à l'origine d'un endommagement direct de canalisation en cas de rupture du piquage.

Les tronçons pour lesquels la rupture franche n'est ainsi plus retenue pour la démarche de maîtrise des risques et la démarche PPRT (plan prévention des risques technologiques) sont identifiés ci-dessous.

	Diamètre		Longueurs cumulées des collectes associées à chaque système en mètres									
	En pieds	En mm	Système 1 : centre de regroupement	Système 2 : Puits IZA 8, IZA 16, IZA 20	Système 3 : Puits IZA 9	Système 4 : Puits IZA 103	Système 5 : Puits IZA 7, IZA 14	Système 6 : Puits IZA 6bis, IZA 19	Système 7 : Puits IZA 14, IZA 15	Système 8 : Puits IZA 10, IZA 17	Système 9 : Puits IZA 11, IZA 21	Système 10 : Réseau de collectes enterrées
Canalisations aériennes	6"	DN 150					40			45		
	8"	DN 200	30	200	55		10	90	140	70	140	
	10"	DN 250			10		7	10	10		8	
	12"	DN 300							10	10		
	14"	DN 350	275				7		10			
	16"	DN 400	12						10	10		
	18"	DN 450	8									
	20"	DN 500	50									
	24"	DN 600	90									
Canalisations enterrées	8"	DN 200										110
	10"	DN 250										1090
	14"	DN 350										1560
	16"	DN 400										2060
	24"	DN 600	125									

7.3. Mesures portant sur le stockage souterrain

Afin de s'affranchir du risque de remontée de gaz, l'exploitant met en œuvre les moyens tant matériels qu'humain permettant de respecter les dispositions suivantes :

- conception et maintien dans le temps d'une cimentation adéquate et de bonne qualité
- conception et maintien dans le temps d'installations de surface ne permettant jamais d'atteindre la pression de fracturation de la couverture
- conception et maintien dans le temps d'installations de surface ne permettant jamais d'atteindre la pression capillaire de déplacement de la couverture
- détection de gaz et/ou contrôle de la qualité de l'eau ainsi que suivi en pression dans les aquifères supérieurs ou stratégie de détection pertinente de migration de gaz dans les terrains de recouvrement lorsqu'il n'y a pas d'aquifère supérieur - détection de gaz et/ou contrôle de la qualité de l'eau dans le niveau réservoir hors du périmètre de stockage (puits de contrôle périphérique)
- établissement d'un périmètre de protection et mise en place d'une procédure de permis de forage à proximité du stockage, en surface
- surveillance visuelle (rondes) en surface
- contrôle du volume stocké (régulation à l'injection et puits de contrôle de l'interface eau-gaz)
- contrôle de la pression du stockage, au niveau de tous les puits, à une valeur inférieure à la pression de fracturation de la couverture
- surveillance de la présence de gaz dans l'annulaire de contrôle.

ARTICLE 8 : PUBLICITE

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par les soins de la société TIGF.

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Laujuzan et la mairie de Caupenne d'Armagnac pour y être consultée par tout intéressé. Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux dans tout le département.

ARTICLE 9 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Pau:

- ▲ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;
- ▲ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 10 : SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 11: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du GERS, les Maires de Laujuzan et de Caupenne d'Armagnac, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Auch, le 13 JUIN 2014

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Christian CHASSAING

ANNEXE



